

Madagascar/2e tour de la présidentielle Duel au couteau entre deux "ex"

AFP

Antananarivo/Madagascar

L'affrontement entre Andry Rajoelina (39,23% au premier tour) et Marc Ravalomanana (35,50%) ressemble à une explication finale.

PLUS de dix millions de Malgaches sont appelés ce mercredi à élire leur président lors d'un scrutin aux allures de règlement de comptes entre les deux hommes qui écrasent depuis plus de dix ans la vie politique du pays, un des plus pauvres du continent africain.

Accusations de corruption, procès en incompétence, petites phrases assassines, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina se sont rendus coup pour coup pendant deux semaines d'une campagne féroce, marquée du sceau de leurs rancunes personnelles.

Leur passif est très lourd. Élu chef de l'État en 2002, M. Ravalomanana a été contraint à la démission sept ans plus tard par une série de violentes manifestations soutenues par M. Rajoelina. Maire de la capitale Antananarivo, ce dernier avait alors été installé par l'armée à la tête d'une présidence de transition. Les deux rivaux ont été interdits de candidature

pour l'élection de 2013, dans le cadre d'un accord destiné à mettre un terme aux crises à répétition qui ont agité la Grande île depuis son indépendance en 1960.

Cinq ans plus tard, les voici face à face pour une explication politique finale. Lors du premier tour le 7 novembre, Andry Rajoelina, 44 ans, a pris un léger avantage en recueillant 39,23% des suffrages, contre 35,35% à Marc Ravalomanana, 69 ans.

L'aura des deux hommes et surtout leurs moyens financiers, apparemment sans limite, ont balayé leurs 34 adversaires. Même le sortant Hery Rajaonarimampianina a été réduit au rang de faire-valoir, crédité d'un score humiliant de 8,82%.

CLIENTELISME. La place désormais nette, MM. Ravalomanana et Rajoelina ont laissé éclater leur hostilité personnelle.

A longueur de discours, le premier a traité son rival de "destructeur" et dénoncé ses "provocations et sabotages". "Il est temps pour l'autre de prendre sa retraite et d'aller traire ses vaches", a rétorqué le second.

Pour rallier les maigres troupes de leurs concurrents du premier tour et, surtout, les abstentionnistes - 45,7% - les deux ex-présidents ont quadrillé de plus belle le pays dans



Photo : AFP

Ce mercredi marque l'explication finale entre les deux ex-présidents Marc Ravalomanana (69 ans, à gauche) et Andry Rajoelina (44 ans).

leurs hélicoptères rutilants, distribuant sans compter assurances et dons en tous genres dans un clientélisme totalement décomplexé...

Dans le sud du pays en pleine crise alimentaire, des partisans d'Andry Rajoelina n'ont pas hésité à offrir à la population du riz et de l'huile à prix cassés.

"Ce n'est pas pour la propagande, c'est juste pour aider la population", a affirmé à l'AFP Serge, le propriétaire du restaurant de Fort-Dauphin qui hébergeait l'opération. "C'est la concrétisation avant l'heure des promesses du président Rajoelina pour les pauvres".

"C'est très bien de faire ça, les prix sont trop chers au marché", a approuvé Pauline Lalao, 42 ans, une des mères de famille qui se bouscullaient devant l'en-

seigne aux couleurs orange du candidat. "C'est pour ça que je vais voter pour le candidat 13 (Rajoelina)", a-t-elle ajouté, "lui, il comprend nos problèmes".

Marc Ravalomanana n'est pas non plus resté inactif en matière de promesses. Dans un stade d'Antananarivo samedi, il a dévoilé le kit qu'il a décidé d'offrir à tous les écoliers du pays en cas de victoire.

"ENJEUX ENORMES". "Voici les sacs à dos pour les enfants. Et à l'intérieur il y a un tablier", a-t-il lancé devant des milliers de partisans. "S'ils ont tous les mêmes uniformes, ils pourront bien étudier (...). J'aimerai vos enfants comme les miens".

Succès garanti. « "Dada" (Papa, son surnom) est le seul capable de développer Madagascar », a applaudi Laza Rabaromanana, 34

ans. "Quand il était président, il est le seul qui a réussi à scolariser tous les enfants (...), il sait vraiment tout faire".

Ce duel personnalisé à l'extrême a fait passer au second plan la réalité d'un pays perclus de problèmes. Pauvreté, corruption, insécurité...

Avec ses 25 millions d'habitants, Madagascar reste le seul pays africain qui, sans avoir connu la guerre, s'est appauvri depuis son indépendance. Les trois quarts de la population y vivent avec moins de deux euros par jour (1 310 francs), selon la Banque mondiale.

"J'espérais un débat d'idées, j'assiste à un violent duel d'égos", note Sahondra Rabenarivo, de l'Observatoire de la vie politique à Madagascar (Sefafi). "C'est inquiétant car tout est à reconstruire dans ce pays, et ça ne se fera que si les gens travaillent ensemble". Surtout, cette rivalité exacerbée fait peser le risque d'une nouvelle crise politique.

"Les enjeux sont énormes. Les deux ont beaucoup investi, y compris financièrement, dans ce scrutin", note l'analyste Marcus Schneider, de la fondation Friedrich Ebert. "Si les résultats sont serrés, le perdant pourrait contester les résultats et replonger le pays dans la crise".

L'Afrique en bref

• **Bénin/Justice.** L'ancien président mis en cause lors du procès ICC-Services



Photo : KALEMBE

L'ancien président du Bénin Boni Yayi a été cité mardi par plusieurs responsables de ICC Services, une structure d'épargne illégale qui a fait plus de 150 000 victimes entre 2006 et 2010, au deuxième jour de ce procès historique.

• **Comores/Procès.** Nouvelles peines de prison contre des membres de l'opposition

La justice comorienne a condamné à sept ans de prison le secrétaire général du principal parti d'opposition Juwa, Hassan Ahmed el-Barwane, reconnu coupable d'avoir ordonné l'agression d'un militaire lors du récent référendum constitutionnel auquel il s'opposait. Dans un jugement rendu tard lundi soir, la Cour de sûreté de l'Etat a aussi infligé vingt ans de réclusion à un député du même parti, Tocha Djohar, absent à l'audience.

A travers le monde

• **France / Attentat.** Strasbourg : Prison ferme pour un jeune pour "apologie du terrorisme"

Un jeune homme de 18 ans a été condamné à deux mois de prison ferme à Strasbourg (est de la France) pour "apologie du terrorisme", après avoir posté de multiples messages dans lesquels il se réjouissait de la fusillade sur le marché de Noël de cette ville, a-t-on appris hier auprès de son avocate.

• **Russie / Diplomatie.** Présidentielle américaine : le démenti du Kremlin

Le Kremlin a démenti hier un rapport du Sénat américain affirmant qu'une campagne de propagande russe sur les réseaux sociaux avait été lancée pour inciter les Noirs à s'abstenir de voter avant la présidentielle américaine de 2016.

• **Yémen/Conflit.** Arrêt des combats à Hodeida

Après une flambée de violences, les armes se sont tues hier dans la ville de Hodeida, principal front de la guerre au Yémen, à la suite de l'entrée en vigueur d'une trêve négociée par l'Onu mais qui reste très fragile.

RDCongo/A J-5 des élections générales

Un mort dans une manifestation contre le candidat pro-Kabila

AFP

Tshikapa/RDCongo

Un nouveau décès qui porte à sept au moins le nombre de personnes mortes dans les violences pré-électorales depuis le début de la campagne le 22 novembre, selon diverses sources, ce que nie le pouvoir.

UNE personne a été tuée hier en marge d'une manifestation contre la venue du candidat soutenu par le président Joseph Kabila à Tshikapa, dans le centre de la République démocratique du Congo, à cinq

jours de l'élection présidentielle, a-t-on appris de sources concordantes.

Le candidat pro-Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, a dû annuler sa visite, après des violences, au cours desquelles le siège du parti présidentiel a été saccagé.

"Les militaires, qui sont venus en renfort de la police débordée, ont ouvert le feu pour disperser les manifestants. Une femme qui vendait des braises (charbon de bois, nldr) au niveau du marché Sokajik a été touchée à la tête. Elle est morte sur-le-champ", a indiqué la responsable d'une ONG congolaise, qui était présente sur place, à un cor-

respondant de l'AFP.

Le décès d'une personne a été confirmé par une autre source, qui disposait d'observateurs sur le terrain.

Au moins six personnes ont été tuées dans les violences pré-électorales depuis le lancement de la campagne le 22 novembre, d'après un décompte de l'AFP.

L'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) avance le chiffre de dix morts, dans un communiqué publié hier à Kinshasa.

Le pouvoir nie tout mort en lien avec la campagne. A Tshikapa, chef-lieu du Kasai, le siège du Parti du

peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD, parti présidentiel) a également été saccagé, selon des témoins.

Les images des bureaux dévalisés étaient abondamment partagées sur les réseaux sociaux.

Le candidat pro-Kabila, Emmanuel Ramazani Shadary, a annulé sa visite. "Le candidat Emmanuel Ramazani Shadary va reprogrammer l'étape de Tshikapa demain ou après-demain après évaluation de la situation sécuritaire", a indiqué à l'AFP l'un de ses proches.

Des centaines de jeunes, parfois un bâton à la main, marchaient hier matin en

scandant des chants hostiles, selon des vidéos postées sur les réseaux sociaux.

Déjà dimanche à Tshikapa, au moins une personne a été tuée et 81 autres blessées dans des heurts entre des partisans du pouvoir et ceux de l'opposition à l'occasion de la venue d'un candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi.

Des journalistes locaux affirment avoir vu deux corps.

Le Kasai est un fief de M. Tshisekedi et du parti historique d'opposition Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dont il est le président.

Maroc-Onu/ Diplomatie

Guterres chez Mohammed VI

LE roi Mohammed VI a reçu à Rabat le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, le 12 décembre courant. Occasion pour le Souverain chérifien de réitérer au responsable onusien le soutien du Maroc aux efforts qu'il déploie avec son envoyé personnel afin de parvenir à une so-

lution politique définitive au différend régional sur le Sahara marocain.

Pour sa part, M. Guterres a tenu à exprimer à Mohammed VI sa gratitude pour l'organisation réussie, au Maroc, de la Conférence intergouvernementale d'adoption du Pacte mondial pour des migrations

sûres, ordonnées et régulières, et à saluer le rôle constructif du Royaume en termes de coopération Sud-Sud ainsi que son engagement généreux et constant aux opérations de maintien et de consolidation de la paix de l'Onu, notamment celles déployées en Afrique.



Photo : DR

Le roi du Maroc, Mohammed VI, et le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres. Les deux personnalités ont évoqué la solution définitive au différend régional du Sahara.